



## IDÉES

Du désarroi idéologique de notre temps  
Page C 5



## RAFFINERIES

Shell : un scénario raffiné, mais bien connu  
Page C 3

# PERSPECTIVES

LE G20 DE TORONTO

## La dérive

### Le Canada n'avait jamais connu d'arrestations aussi massives

Le G20 de Toronto a donné lieu aux plus importantes arrestations massives de l'histoire canadienne. Les 929 millions de dollars octroyés à la sécurité — un autre record — n'ont pas empêché le grabuge et le vandalisme. Et si la vraie victime de ces événements était l'engagement des citoyens et leur droit de manifester?

ALEC CASTONGUAY

**L**e ressac des 1090 arrestations de la fin de semaine à Toronto a été rapide et puissant, alimenté par le fait que la vaste majorité des personnes (827) ont été relâchées sans qu'aucune accusation ne soit portée contre elles.

Jamais le Canada n'avait connu d'arrestations aussi massives. La Crise d'octobre, en 1970, avait mené à 465 arrestations. Le sommet des Amériques en 2001, à Québec, à 463 arrestations. Le seul événement qui se rapproche de celui du G20 de Toronto est le démantèlement d'un blocus sur l'île de Vancouver, en 1993. Les 856 écologistes qui s'étaient enchaînés à des arbres pour empêcher la destruction d'une forêt avaient été arrêtés.

Inévitablement, l'action des policiers a soulevé des questions. «On vit encore dans un pays où il y a la présomption d'innocence. Même s'il y a de 100 à 200 personnes qui font du grabuge, ça ne donne pas le droit d'arrêter plus de 900 personnes qui n'ont rien à voir avec ça», affirme la directrice de l'Association canadienne des libertés civiles (ACLIC), Nathalie Desrosiers. «Manifestement, la tactique des policiers était d'arrêter de manière préventive, mais c'est illégal.»

L'ACLIC songe à des poursuites au civil. L'organisme avait déployé plus de 50 observateurs durant les manifestations. Leur rapport préparé le lendemain des événements parle d'arrestations arbitraires, d'intimidation de la part des policiers, de fouilles excessives, de conditions de détention inhumaines et contraires au droit canadien (plus de 24 heures et sans possibilité de parler à un avocat). Des individus ont été interpellés et fouillés parce qu'ils prenaient des photos. Pas moins de sept journalistes et photographes de presse, certains portant ostensiblement leur accréditation jaune des sommets du G8 et du G20, ont été arrêtés.

Relayée par Internet et l'omniprésent site YouTube, la controverse a grandi toute la semaine, au point où le Bloc québécois et l'Alliance de la Fonction publique du Canada ont joint leur voix à l'ACLIC et à Amnesty internationale pour réclamer une enquête indépendante. Une requête pour l'instant rejetée par les autorités fédérales et ontariennes.

#### La crainte de manifester?

Irvin Waller, professeur au département de criminologie de l'Université d'Ottawa et chercheur de renommée mondiale sur la prévention du crime et la sécurité, n'en revient toujours pas. «Le fait que la majorité des gens aient été relâchés sans accusation, ça veut dire qu'il n'y avait aucune preuve solide pour aller devant les tribunaux. Ça montre à quel point les arrestations ont été arbitraires», dit M. Waller, qui a conseillé plusieurs gouvernements.

Le spécialiste convient que la présence massive de policiers est nécessaire pour assurer la sécurité lors de tels sommets, mais il craint la dérive qui s'installe, au Canada comme ailleurs. «Le vrai enjeu, c'est l'utilisation d'une force proportionnelle à la menace», dit M. Waller. «L'utilisation abusive de la force contrevient aux valeurs canadiennes.»

Il s'explique: «Les G8 et les G20 abordent beaucoup d'enjeux importants pour les citoyens, que ce soit les changements climatiques, la libéralisation des marchés ou la santé des femmes dans les pays pauvres. Des gens peuvent vouloir manifester pacifiquement pour se faire entendre. C'est la démocratie et c'est sain. Mais si les forces de l'ordre arrêtent n'importe qui et créent un climat de tension avec leurs habits antiémeutes, les citoyens vont commencer à avoir peur et vont y penser à deux fois avant d'aller manifester.»

Irvin Waller affirme que la répression policière de la fin de semaine a dépassé les bornes à plusieurs moments. «Je pense qu'il faut une enquête indépendante pour s'assurer qu'une démocratie comme le Canada permet à ses citoyens de manifester correctement», dit-il.

Le président du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, David Coles, qui était à Toronto pour le G20, affirme lui aussi que c'est le cœur de la controverse des derniers jours. «C'est une douche froide pour ceux qui pensent qu'en démocratie on peut manifester sans

risquer l'emprisonnement», dit-il, lui qui a participé à des dizaines de manifestations depuis le début de sa carrière. «Manifester, ça fait partie du débat public. Il faut protéger ce droit et s'assurer que les gens n'ont pas peur de l'exercer.»

M. Coles dénonce la violence et le vandalisme de certains extrémistes qui infiltrent les foules, «mais ce n'est pas parce qu'il y a des vitrines cassées et des graffitis qu'il ne faut pas se poser des questions sur le travail des policiers.»

La réponse très dure des policiers peut non seulement susciter la peur chez ceux qui veulent manifester pacifiquement, mais aussi radicaliser davantage les extrémistes, dit Francis Dupuis-Déri, professeur de sciences politiques à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et spécialiste des mouvements de contestation sociaux. «Autant le citoyen venu s'exprimer est sous le choc, autant ça crée beaucoup de colère contre le système chez d'autres. Il y a toujours un risque d'escalade», dit-il, lui qui était à Toronto en fin de semaine. Il soutient avoir vu des dizaines d'arrestations sans motif.

#### Revenir à la normale

Le G20 de Pittsburgh, en 2009, avait aussi mené à des arrestations importantes, même dans des endroits autorisés aux manifestations, comme ce fut le cas à Toronto. L'American Civil Liberties Union poursuit d'ailleurs les policiers de Pittsburgh à ce sujet.

Jules Lobel, juriste et professeur de droit à l'Université de Pittsburgh, affirme que les autorités policières des pays qui reçoivent des sommets importants semblent avoir de plus en plus de difficulté à trouver un équilibre entre liberté et sécurité, menaces et manifestations. «Oui, il y a une menace terroriste, mais dans ce type de sommet, la plus grande menace, c'est le vandalisme et les casseurs. Or ce n'est pas nouveau. Ça existe depuis des décennies et ce n'est pas une véritable menace aux chefs d'État», dit-il.

Les corps policiers se préparent essentiellement au pire scénario, qui semble s'enclencher pour eux dès qu'une vitrine vole en éclats, dit Jules Lobel. «C'est le scénario apocalyptique qui prend le dessus, alors la police procède à des arrestations de masse et des arrestations préventives. Mais ce scénario ne passe jamais près de se réaliser. Aucun chef d'État n'est en danger. La police doit revoir ses méthodes et revenir à la base pour s'assurer de ne pas arrêter des innocents.»

Cette semaine, le chef de la police de Toronto, Bill Blair, a défendu ses agents, affirmant que les arrestations massives ont été nécessaires pour empêcher davantage de débordements. Il a parlé de «conspiration criminelle» afin de «détruire Toronto». Un comité de la police révisera tout de même les tactiques utilisées durant le sommet, a-t-il promis.

Selon un sondage Angus Reid rendu public jeudi, 66 % des Canadiens (et 71 % des Québécois) estiment que les agissements des policiers ont été «complètement justifiés» ou «modérément justifiés». A peine 16 % des 1001 répondants (marge d'erreur de 3,1 %) pensent le contraire.

#### Beaucoup d'argent

Les quatre voitures de police incendiées à Toronto lors du G20 — cinq de moins que lors de la victoire du Canadien de Montréal en série éliminatoire en 2008 — et les vitrines fracassées n'expliquent pas la somme record de 929 millions dépensée pour la sécurité du G8 et du G20, affirme Irvin Waller, également auteur du livre *Lutter contre la délinquance: comment le tout répressif tue la sécurité* (L'Harmattan, 2009).

Le Sommet des Amériques en 2001, à Québec, qui a donné lieu à des débordements, a coûté environ 75 millions de dollars en frais de sécurité. «On a vraiment payé une fortune pour les sommets de Toronto et, à l'évidence, on n'en a pas eu pour notre argent», dit-il. Le vandalisme a eu lieu comme prévu, aucune attaque n'a été dirigée contre les chefs d'État et la menace terroriste n'était pas au rendez-vous, de l'aveu même du patron du SCRS [Service canadien du renseignement de sécurité], Richard Fadden.»

M. Waller estime que la facture de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), qui n'a pas été en première ligne, contrairement aux policiers de Toronto, fait particulièrement sourcilier. Le corps de police a reçu 507 millions pour la sécurité de ces deux sommets. «C'est presque 25 % de leur budget annuel!», dit-il. La vérificatrice générale, Sheila Fraser, se penchera d'ailleurs sur la facture salée des G8 et G20.

Le Devoir

Lire autre texte en page C 2



FRANÇOIS PESANT

les autorités policières des pays qui reçoivent des sommets importants semblent avoir de plus en plus de difficulté à trouver un équilibre entre liberté et sécurité, menaces et manifestations



FRANÇOIS PESANT

«Oui, il y a une menace terroriste, mais dans ce type de sommet, la plus grande menace, c'est le vandalisme et les casseurs. Or ce n'est pas nouveau.»



MARK BLINCH REUTERS

Le sommet des Amériques en 2001, à Québec, qui a donné lieu à des débordements, a coûté environ 75 millions de dollars en frais de sécurité

## PERSPECTIVES

Éric Woerth en sursis

## La bombe à retardement

Comment un simple conflit d'intérêts s'est transformé en véritable affaire d'État

CHRISTIAN RIOUX

Paris — «Jusqu'à quand pourra-t-il tenir? Je vois mal comment il pourrait éviter la démission.» Ces mots sont prononcés derrière une porte close sous le sceau de l'anonymat par un vieil ami du ministre du Travail de la France, Éric Woerth, qui a œuvré dans de nombreux ministères. Voilà le genre de réflexions que l'on entend ces jours-ci dans toutes les officines politiques françaises alors que s'ouvre jeudi un procès explosif, celui de François-Marie Banier, pour avoir abusé de la faiblesse de la milliardaire Liliane Bettencourt. Rarement, depuis une dizaine d'années, un scandale politique avait frappé aussi haut, sauf à l'époque des célèbres «affaires», comme on dit à Paris, qui visaient directement l'ancien président Jacques Chirac.

Toute la classe politique française est suspendue depuis deux semaines aux révélations quotidiennes qui se succèdent dans cette affaire jugée très grave par 56 % des Français et qui a fait chuter la popularité personnelle du président Sarkozy à des niveaux abyssaux: 26 %. Un record depuis qu'on fait de tels sondages en France.

## L'étoile montante

Personnage effacé, diplômé des grandes écoles, l'actuel ministre du Travail était pourtant considéré, depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, comme une étoile montante du gouvernement. Woerth n'était pas le genre de ministre à défrayer la chronique. On le voyait un peu moins que les autres dans les magazines «people». Il était de ceux à qui l'on confiait des ministères importants. Après deux ans à celui du Budget, ce diplômé des HEC s'était vu confier celui du Travail. Dangerusement fragilisé par les élections régionales et une popularité en chute libre, en mars dernier, Nicolas Sarkozy avait mis entre ses mains ce qui est considéré comme la dernière grande réforme de son gouvernement, et peut-être la plus importante de son quinquennat, celle des retraites. Plusieurs soutiennent même que Sarkozy avait mis Woerth en orbite afin de le préparer un jour à être premier ministre.

Même s'il demeurait effacé, Woerth s'était tout de même fait interpellé à l'Assemblée nationale par un député socialiste au sujet de sa double casquette de ministre du Budget et de responsable des finances de l'UMP, le parti politique de Nicolas Sarkozy. Il avait alors qualifié la question de stupide. La gauche s'interrogeait aussi sur sa présence aux côtés du président à une réception dans un grand hôtel pari-

sien en l'honneur des principaux donateurs de l'UMP. «J'ai une tête de comptable, ça rassure», disait le ministre. Un argument qu'il reprenait encore la semaine dernière lorsqu'il demandait: «Est-ce que j'ai une tête à couvrir la fraude fiscale?»

La plupart des observateurs politiques français réalisent aujourd'hui avec stupeur que, quoi qu'il ait fait, cet homme discret était en réalité une bombe à retardement. Comment aurait-il pu en être autrement alors qu'il était à la fois responsable de la caisse de l'UMP, ministre responsable du Budget (et donc de la politique fiscale) et l'époux de la gestionnaire des avoirs personnels de l'héritière de l'empire L'Oréal, Liliane Bettencourt, qui possède la troisième fortune de France. Le ministre a d'ailleurs implicitement reconnu ce conflit d'intérêts en annonçant lui-même, et en catastrophe, la démission de sa femme, Florence Woerth, la semaine dernière.

## Succession de révélations

L'affaire a éclaté lorsque le site Internet Médiapart a révélé le contenu d'enregistrements réalisés en cachette au domicile de la milliardaire par son maître d'hôtel. Ces écoutes, qui occupent 27 cédéroms, sont soumis comme preuve dans le procès du photographe François-Marie Banier, qui est accusé par la fille de Liliane Bettencourt d'avoir détourné à son avantage une partie de la fortune de l'héritière de L'Oréal. On y apprend que des proches de Liliane Bettencourt cherchaient à mettre à l'abri du fisc

## Toute la classe politique française est suspendue depuis deux semaines aux révélations quotidiennes qui se succèdent

des fonds placés à l'étranger. Tout cela alors que le ministre Éric Woerth s'était lancé dans une chasse aux fraudeurs fiscaux qui se réfugiaient en Suisse.

Le ministre a-t-il été informé de cette évasion fiscale alors même que, entre 2007 et 2010, son épouse gérait une partie de la fortune Bettencourt? Comment expliquer qu'aucun contrôle fiscal n'ait été entrepris alors même que, dès janvier 2009, la justice avait en main ces enregistrements qui faisaient peser sur les gestionnaires de la fortune de Liliane Bettencourt de lourds soupçons de fraude fiscale? Le ministre a-t-il donné son aval au remboursement de 30 millions d'euros qu'a touché la milliardaire grâce au bouclier fiscal, une des principales réformes de Nicolas Sarkozy?

On se perd en conjectures sur



Le photographe François-Marie Banier jeudi, après sa comparution en cour à Nanterre.

BENOIT TESSIER REUTERS

la portée réelle de ces enregistrements où le gestionnaire Patrice de Maistre semble dire qu'il a engagé Florence Woerth parce que son époux le lui avait demandé et où il est ensuite question de s'en séparer et de lui verser de l'argent parce que sa présence deviendrait compromettante. De Maistre dit même qu'il a pu obtenir grâce au ministre un bâtiment

de l'hôtel de la Monnaie pour faire construire l'«auditorium André Bettencourt», du nom de l'époux décédé de Liliane.

Mais les révélations ne s'arrêtent pas là. Les bandes laissent entendre que la milliardaire a signé des autorisations de paiement pour les campagnes électorales de la ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, et le ministre du Budget, Éric Woerth. Ce dernier chèque aurait été fait au nom d'un petit parti politique enregistré dans l'Oise destiné à soutenir le ministre. Responsable de recueillir des fonds pour l'UMP, Woerth est donc aussi soupçonné d'avoir utilisé ses fonctions officielles afin de favoriser sa propre carrière politique. «C'est une chose de récolter de l'argent auprès de Liliane Bettencourt pour le compte de l'UMP», écrit le site Médiapart, mais c'en est une autre que

de bénéficier des fonds de la milliardaire, qui emploie son épouse, pour financer son parti «maison», sa petite machine électorale.»

Voilà qui a fait sortir de ses gonds l'ancien premier ministre Alain Juppé. Le maire de Bordeaux a sommé Éric Woerth de «choisir» entre son poste de ministre et celui de trésorier de l'UMP.

## Et Nicolas Sarkozy?

Plus fondamentalement, les enregistrements du procès Bettencourt pourraient aussi mettre en cause directement le président Nicolas Sarkozy. De nombreux acteurs, comme le procureur Philippe Courroye, chargé du procès, et le numéro un des impôts français, Philippe Parini, sont depuis longtemps des compagnons de route du président. On apprend dans ces enregistrements que de Maistre voyait régulièrement un ancien conseiller de Sarkozy chargé des affaires juridiques, Patrick Quart. Celui-ci aurait assuré de Maistre qu'il connaissait «très, très bien le procureur» Philippe Courroye qui s'occupait du procès Bettencourt. Selon le magazine *Le Point*, la milliardaire, qui a toujours soutenu financièrement la famille gauloise, a d'ailleurs rencontré personnellement le président le 18 décembre 2008 afin de lui demander de faire classer l'affaire. De Maistre a même obtenu un second rendez-vous. Com-



PHILIPPE WOJAZER REUTERS

Éric Woerth

me de fait, le procureur de Nanterre Philippe Courroye a jugé la plainte irrecevable. Mais la présidente du tribunal, Isabelle Prévost-Desprez, qui a déjà instruit plusieurs affaires politiques, ne l'entendait pas ainsi. C'est elle qui a forcé la tenue du procès et même demandé un complément d'information afin d'approfondir l'enquête.

Plus les jours passent et plus le sort du ministre Woerth semble suspendu à un fil. Mais plus les révélations se succèdent et plus les yeux se tour-

nent en direction du président. «Et si, au fond, la lumière braquée sur le ministre du Travail arrangeait tout le monde? se demandait récemment le *Nouvel Observateur*. Si l'énergie mise par Nicolas Sarkozy à le défendre «totalement et complètement» servait aussi à éviter qu'on ne tourne trop le regard vers l'Élysée?»

Plus le temps passe, moins il sera facile d'éviter la question.

Correspondant du Devoir à Paris

## La méthode Black Bloc

ALEC CASTONGUAY

Les militants tout de noir vêtus du Black Bloc qui ont causé du grabuge et vandalisé une partie du centre-ville de Toronto lors du G20 ne sont pas uniquement des jeunes qui se cherchent un prétexte pour tout détruire, expliquent des experts de ce mouvement extrême.

Il y a une philosophie et une méthode Black Bloc, même si on est loin du groupe bien organisé souvent décrit par la police.

À chaque sommet d'importance qui réunit les puissants du monde, des militants du Black Bloc lancent sur Internet «un appel à créer un Black Bloc», souvent dans les réseaux anarchistes. Lors de la manifestation, leur habillement noir et leurs visages masqués les aident à se reconnaître. Le groupe prend forme dans la manifestation pacifique et, à un certain moment, il se détache et s'éloigne pour aller causer du grabuge. Le groupe se dissout dès la fin de la manifestation. Il n'y a pas de structure ou de leaders.

Et les cibles du Black Bloc ne sont pas choisies au ha-

sard. À Toronto, dans la rue Queen, une librairie indépendante n'a eu aucun dommage alors qu'à ses côtés, les banques, les McDonald's, les boutiques Nike et autres American Apparel ont subi les foudres des casseurs.

«On peut être contre le vandalisme et leurs actions, mais on ne peut pas nier qu'ils agissent selon une logique. Ils s'attaquent à des symboles du système, notamment le capitalisme et ses excès», explique le politologue Francis Dupuis-Déri, auteur du livre *Les Black Blocs* (Lux, 2007).

Autre code: jamais ils ne s'attaquent à d'autres manifestants. De plus, les armes de prédilection contre les commerces sont des roches, des briques, des pavés... aucune arme blanche ou fusil n'est utilisé.

## Naissance en Allemagne

Le terme «Black Bloc» a été inventé par la police allemande au début des années 80, alors que Berlin-Ouest était rempli de squats politiques des mouvements d'extrême gauche. Lorsque la police a voulu déloger les squatteurs, certains ont répliqué par des actions violentes et se sont

constitués en petits groupes vêtus de noir.

Le Black Bloc est entré dans le mouvement antimondialisation en 1999, lors du sommet de Seattle. Depuis, il est de tous les grands rendez-vous, avec des degrés d'engagement qui varient. «Ça dépend des militants qui se mobilisent, certains sont plus extrêmes que d'autres», dit Francis Dupuis-Déri.

Le Black Bloc s'inscrit dans l'idéologie du mouvement anarchiste et la violence comporte une dimension politique, comme l'explique Isabelle Sommier, spécialiste française des mouvements d'extrême gauche et auteure de *La Violence révolutionnaire* (Les Presses de Sciences Po, 2008). «L'objectif n'est pas de conquérir le pouvoir, mais de libérer momentanément l'espace du contrôle de l'État», a-t-elle dit au site Internet Rue89.

Les militants cherchent à attirer l'attention. «Ce qui prime, c'est l'action, les Black Blocs se greffent aux manifestations car ce sont des opportunités d'agir», indique Isabelle Sommier. Francis Dupuis-Déri soutient que la visibilité des casseurs est plus forte que s'ils tenaient



Les cibles du Black Bloc ne sont pas choisies au hasard.

FRANÇOIS PESANT

simplement une pancarte. «Les médias aiment l'action, alors ça marche.» Il convient toute-

fois que le message est souvent mal compris ou discrédité en raison de la violence qui ac-

compagne la lutte.

Le Devoir

## PERSPECTIVES



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Qu'advient-il du complexe de Petro-Canada à la suite de la fermeture de la raffinerie Shell?

## Shell : un scénario raffiné, mais bien connu

### En 30 ans, cinq raffineries auront fermé leurs portes dans l'est de Montréal

FRANÇOIS DESJARDINS

Ce n'est pas la première fois qu'on s'émeut dans l'est de Montréal. La fermeture de la raffinerie de Shell, une des deux seules qui subsistent, a mobilisé les classes politique et syndicale, entraîné la création d'un comité de survie et mis en relief l'énorme dilemme moral qui vient avec le fait d'encourager le maintien d'une industrie polluante. Aurait-on oublié qu'en 1982, l'île comptait pas moins de six raffineries, dont quatre ont fermé leurs portes au cours des quatre années suivantes? Exception faite du nom des députés et des entreprises en question, le film des derniers mois — à quelques scènes près — a déjà été tourné.

Lorsque la société Ultramar achète les activités de Gulf au Québec et dans les Maritimes, en 1985, elle annonce que les jours de la raffinerie montréalaise sont officiellement comptés. Environ 450 emplois sont menacés. La population digère très mal la nouvelle, d'autant plus qu'à l'époque Ultramar Canada appartient à des intérêts étrangers.

La présence de cet acheteur britannique signifie qu'Ottawa a le devoir de se pencher sur la transaction pour lui donner sa bénédiction ou, s'il n'y voit pas d'avantage net pour le Canada, la refuser. Le 27 décembre 1985, Investissement Canada annonce qu'elle ne s'y oppose pas.

«Le gouvernement n'a pas essayé assez fort de maintenir les activités de la raffinerie», dit au quotidien *The Gazette* un travailleur nommé Denis Parent, 28 ans et père de trois enfants. Il aurait dû bloquer la transaction et donner une chance aux autres compagnies de soumettre une offre.

Devant la presse montréalaise, le ministre fédéral Sinclair Stevens demande à tout le monde de «voir ça comme une décision privée» qui découle tout simplement des lois du marché. Etant donné l'état déprimé de l'industrie et des prix du pétrole, dit-il, la fermeture n'est pas surprenante.

«Ce n'est pas le fédéral qui ferme la raffinerie. Nous avons toujours eu espoir qu'il y aurait une façon de la maintenir en vie», ajoute-t-il lors de ce point de presse qui, à la base, permet d'annoncer une subvention de 55 millions à la société pétrochimique Pétromont.

La suite est connue: la pétrochimie en a pris pour son rhume. Pétromont est morte en janvier 2009, jetant 325 travailleurs à la rue. Suivie de PTT Poly Canada, détenue par Shell et la Société générale de financement, deux mois plus tard. (Pour la petite histoire, Sinclair Stevens a été mêlé à une affaire de conflit d'intérêts et expulsé du caucus par Brian Mulroney à peine quelques mois après l'annonce concernant Ultramar.)

#### Trois autres avant celle de Gulf

La fermeture de la raffinerie de Gulf était la quatrième en peu de temps. Celle de BP, qui comptait 300 employés, a cessé de fonctionner en 1983 après son rachat par Petro-Canada. Le syndicat affirmait à l'époque que Petro-Canada agissait ainsi parce qu'elle voulait rentabiliser davantage ses raffineries ontariennes et importer l'essence au Québec.

La FTQ s'était alors interposée pour demander l'intervention du ministre fédéral de l'Énergie, un certain Jean Chrétien. Le 30 mars 1983, *Le Devoir* écrit qu'aux yeux de la centrale syndicale, Ottawa a la responsabilité de «sauver ce qu'il reste des industries pétrolière et pétrochimique à Montréal» — un refrain entendu récemment — et empêcher la fuite des emplois vers l'Ontario.

Au moment de l'annonce en août 1982, le directeur des relations publiques de BP à Toronto, Graham Sterry, affirme à *The Gazette* que la

fermeture est le résultat d'une demande en baisse alimentée notamment par «des efforts de conservation et par les programmes fédéral et provinciaux concernant des sources d'énergie autres que pétrolière». Du côté des syndicats, on présumait que ce ne serait pas la seule. Ils avaient raison.

**Les fermetures de Texaco, BP et Esso, a écrit *La Presse* en 1983, sont venues soustraire 37 % de la capacité de raffinage du Québec d'un seul coup**

En octobre 1982, Texaco, qui emploie alors 380 personnes, fait la même annonce, à peine 20 ans après son ouverture. En mars 1983, Esso annonce qu'elle met, elle aussi, la clé dans la porte. Le licenciement est massif: 400 travailleurs. La demande pour les produits pétroliers est beaucoup trop faible, plaide l'entreprise.

Les fermetures de Texaco, BP et Esso, a écrit *La Presse* en 1983, sont venues soustraire 37 % de la capacité de raffinage du Québec d'un seul coup.

En guise de comparaison, transportons-nous en 2010. À elle seule, la raffinerie de Shell possède une capacité de 130 000 barils par jour. Celle d'à côté, qui appartient à Petro-Canada (Suncor), est de 160 000 barils. Celle qu'Ultramar exploite à Saint-Romuald est de 265 000 barils par jour.

En gros, si Petro-Canada emboîtait le pas à Shell, c'est plus de la moitié de la capacité de raffinage du Québec qui disparaîtrait. Les pétroliers seraient beaucoup plus nombreux sur le fleuve, préviennent les écologistes.

#### Une pétrochimie affectée

De plus, le maillon entre le raffinage et la pétrochimie est moins ferme qu'auparavant. Dans un profil industriel de 2003, le ministère québécois du Développement économique a écrit que, lors de l'hécatombe des années 80, due à la récession et aux chocs pétroliers, «la synergie au chapitre des échanges de divers produits entre l'in-

dustrie du raffinage et de la pétrochimie a été ainsi réduite».

«L'industrie pétrochimique québécoise devenait alors plus dépendante de l'approvisionnement de l'extérieur du Québec. Cela a entraîné une rationalisation qui s'est traduite par les fermetures des usines québécoises de DuPont et de BASF, des trois unités de Shell chimie, de l'unité de Gulf et de celle de Shawinigan Chemical», précisait le ministère.

Les déboires de l'industrie pétrochimique ont frappé de plein fouet le portefeuille d'investissement de la SGF, qui s'y était avancée de façon significative au fil du temps. La fermeture des livres chez Pétromont et PTT Poly Canada, dont elle était actionnaire, a fait très mal en 2009.

«Malheureusement, dans le passé, on a trop investi dans le secteur pétrochimique», a reconnu le patron de la SGF, Pierre Shedleur, lors d'un entretien avec la Presse canadienne en mai dernier. Du même souffle, il a ajouté que la SGF n'excluait pas d'appuyer financièrement un éventuel acheteur pour la raffinerie de Shell.

«Il faut faire la nuance entre pétrochimie et raffinage. Le raffinage, ça du sens. Mais la pétrochimie, c'est autre chose», a-t-il affirmé à la Presse canadienne en précisant que les raffineries de Shell et de Petro-Canada (Suncor), située à côté, sont rentables.

#### La prochaine ?

Reste maintenant le sort du complexe de Petro-Canada, la dernière raffinerie montréalaise. Le pipeline souterrain qui l'alimente arrive depuis Portland, dans l'État du Maine. Problème: elle partage les coûts avec Shell.

Que va-t-il se passer? «C'est quelque chose que nous sommes en train d'étudier et nous ignorons l'ampleur précise de l'impact financier», a dit hier au *Devoir* un porte-parole de Suncor, Jason Vaillant. Mais lorsque Shell va définitivement cesser de payer, combien de temps s'écoulera-t-il avant la rumeur d'une annonce?

*Le Devoir*

## Pékin cherche à stimuler la société de consommation

### La dynamique chinoise menace de s'essouffler à cause d'un modèle de développement encore trop focalisé sur l'industrie

CLAIRE GATINOIS

À Shanghai, Chen Jun, jeune journaliste branché, se fait souvent rappeler à l'ordre par ses parents. «Ils n'arrêtent pas de me dire: ne dépense pas trop! Mets de l'argent de côté! Mais les jeunes sont comme fous, vous savez. Ils veulent s'amuser. La Chine change si vite, il y a tellement de choses dans les magasins qui n'existaient pas avant», s'exclame-t-il.

«Je suis très préoccupé par la Chine.» Le président du groupe General Electric (GE), Jeffrey Immelt, a accusé Pékin de protectionnisme à l'égard des multinationales étrangères, lors d'un dîner avec des chefs d'entreprise italiens, rapportait hier le *Financial Times*. Le p.-d.g. a dit y être confronté à ses pires conditions de travail depuis 25 ans. La Chine représente 5,3 milliards de dollars du chiffre d'affaires de GE, soit 3,5 % du total. M. Immelt réfléchit à l'opportunité de se développer sur d'autres marchés, comme l'Afrique, l'Amérique latine...

Si Chen Jun n'est pas un modèle pour ses parents, il en est un pour le pays et pour la poursuite du «miracle chinois». Après une croissance explosive de 11,9 % en rythme annuel au premier trimestre 2010, la dynamique chinoise menace de s'essouffler. En cause: un modèle de développement encore trop focalisé sur l'industrie aux dépens de la consommation.

«Les dépenses d'investissement représentent près de la moitié du PIB chinois; c'est trop, on atteint la limi-

te», estime Xu Bei, économiste chez Natixis. Pour éviter la surchauffe, Pékin prend des mesures pour ralentir le moteur industriel. Jeudi, le nouveau recul de l'indice des directeurs d'achat (PMI) a confirmé la décélération de croissance du secteur manufacturier. Résultat: les économistes révisent à la baisse leurs prévisions de croissance pour 2010 faisant état d'un atterrissage en douceur (soft landing) de l'économie chinoise.

Mais les marchés redoutent un mouvement plus brutal qui, par ricochet, compromettrait toute la reprise mondiale. Comment éviter un tel scénario? Le jeune Chen Jun fait partie de la solution. Depuis 2005, le président Hu Jintao, a décidé de mettre l'accent sur la consommation. Pékin multiplie les mesures en ce sens et depuis quelques mois «des choses sont devenues plus sérieuses», estime Mme Xu.

#### Des progrès sociaux

Dans 20 provinces le salaire minimum a été relevé de 20 % et le nombre de bénéficiaires de l'un des trois systèmes de couverture médicale existants a été augmenté. En 1999, aucun Chinois n'était couvert, contre 90 % aujourd'hui, et le gouvernement veut hisser ce ratio à 100 %. L'État tente aussi de freiner la spéculation sur le marché immobilier, placement favori des ménages avec la Bourse. Objectif: épargner moins pour consommer plus.

**Les autorités doivent maintenant s'atteler aux «oubliés de la croissance»**

L'enjeu est crucial, le potentiel, énorme. Les jeunes urbains sont déjà une cible prometteuse. Fêrus d'Internet et de nouvelles technologies, ils ne consacrent que 20 % et même parfois 0 % de leurs revenus à l'épargne de précaution, contre 30 % pour le reste de la population, indique Kunal Sinha, chargé d'étudier les tendances de la consommation en Chine pour le cabinet Ogilvy à Shanghai. N'ayant jamais connu de véritable crise, «ils ont totalement confiance en l'avenir et sont persuadés qu'ils gagneront plus d'argent année après année», explique-t-il. Certains restent même tardivement chez leurs parents afin d'économiser un loyer et dépenser plus. Reste à cerner les goûts de ces jeunes, très souvent enfants uniques, qui ont gardé le réflexe de marchandiser.

La jeunesse n'est pas la seule à se mettre à consommer. Les femmes actives, qu'on appelle les «office ladies», et les seniors, les Chinois de plus de 55 ans, sont aussi des cibles de choix. Les premières seraient prêtes à faire des kilomètres pour s'offrir un sac Vuitton, une must en Chine. Les seconds, dont le revenu a été multiplié par 30 dans les grandes villes depuis 1978, accueillent avec bienveillance la modernité. Ils se sont adaptés aux nouveaux formats de magasins, tels les super et hypermarchés. Selon un sondage réalisé pour le cabinet Ogilvy, 84 % et 96 % des seniors habitant respective-

ment à Shanghai et à Pékin font du shopping régulièrement.

Jeunes urbains, «office ladies» et seniors ont contribué à faire grimper les ventes de détail en Chine de 15,5 % en 2009 et pourraient les hisser encore de 18 % ou 19 % en 2010, prédisent les experts.

Mais cela ne suffit pas. Les autorités doivent aussi s'atteler aux «oubliés de la croissance», les habitants des campagnes et des villes moyennes. Quand, en zone urbaine, le revenu annuel moyen des ménages était de 18 858 yuans (2900 \$) en 2009, il était trois fois moindre (6270 yuans, ou 985 \$) en zone rurale. Un rapport de l'école d'économie d'Hanken en Finlande, intitulé «De Mao au matérialisme», rapporte que, dans le nord-est et le nord-ouest de la Chine, des provinces comme le Heilongjiang, le Shanxi, la Mongolie intérieure ou le Tibet n'ont pas connu les réformes du pays. «Ils ont dix ans de retard par rapport à Pékin ou Shanghai», note un analyste.

Autrement dit, la bascule de l'économie chinoise vers une société de consommation prendra du temps. «Au moins trois ou quatre ans», estime Mme Xu. Et, «dans le meilleur des cas», ajoute l'économiste, cette transformation se traduira par une progression de la part de la consommation dans le PIB chinois de 35 % aujourd'hui à 40 % en 2014. À titre de comparaison, ce ratio est de plus de 65 % aux États-Unis.

*Le Monde*

# ÉDITORIAL

## La crise financière

### Alerte!

C'est bien simple: d'un côté de la table sont regroupés les chefs d'État qui additionnent les plans d'austérité. En face d'eux sont rassemblés des économistes réputés assurant que les premiers ont tout faux. À leur arsenal de faits et chiffres, ces derniers ont greffé l'Histoire.

# M

ardi dernier, en Asie d'abord, en Europe ensuite, en Amérique enfin, les Bourses ont dévissé violemment. Le lendemain, Moody's en a rajouté une louche en annonçant qu'une autre décote de l'Espagne était envisagée. Le surlendemain, un tabou était levé: le rééchelonnement de la dette grecque était jugé inévitable. Reste à savoir quand. Le même jour, les établissements financiers du Vieux Continent avaient un rendez-vous d'une extrême importance: ils devaient rembourser les prêts contractés il y a un an auprès de la Banque centrale européenne (BCE) pour dégraisser le crédit entre acteurs. La grande majorité a honoré ses engagements, mais...

Mais entre les apaisants communiqués de la BCE et autres, ici et là un écho retentissant s'est fait entendre: les banques espagnoles avaient demandé à la BCE que le renouvellement des prêts consentis ces jours-ci soit d'une durée d'un an au lieu des trois mois fixés. Ajouté aux autres, ce facteur a plombé les Bourses avec d'autant plus de force qu'au milieu de cette avalanche de faits, on avait appris que l'indice de confiance des consommateurs américains était en berne. Qu'il avait reculé pour la première fois depuis des mois.

Parmi ces derniers mots, retenons le maître d'entre eux: la confiance. Chaque fois qu'un chef de gouvernement a conçu d'abord, décliné ensuite un programme d'austérité, il a été question de confiance. Pour être plus précis, en Grèce, en Espagne, au Portugal, au Royaume-Uni, voire lors du G20, tous ces présidents

ou premiers ministres ont justifié leurs gestes en arguant que la combinaison «coupures dans les dépenses» et «hausse de taxes diverses» accoucherait de la confiance qui, à son tour, favoriserait la reprise économique.

À suivre la réaction des marchés, il est évident que cette assertion a été perçue différemment. S'il ne fait aucun doute que certains investisseurs ont placé leurs billes en auscultant le profil financier des États, des nations, beaucoup d'autres ont placé les leurs parce que conscients que ces plans d'austérité allaient réduire le frêle regain économique à une peau de chagrin. Mettons que les mesures décrétées par Angela Merkel ne vont pas encourager le citoyen allemand à passer ses vacances en Grèce ou en Espagne, deux pays où l'industrie touristique occupe une place prépondérante. Passons à l'Histoire, la grande.

Il y a peu, deux économistes américains, Barry Eichen- green et Kevin O'Rourke, ont publié une étude en rien théorique. Autrement dit, pour faire court, une étude menée à l'aune du constat et non de l'opinion. Leur analyse a porté sur les causes de la crise 2008-2009, qu'ils ont après coup comparées avec celles de 1929-1930. Et alors? Le commerce mondial, la production industrielle mondiale, les actions du «monde mondial» ont baissé de façon plus marquée qu'en 1929-1930. Ce n'est pas tout.

Entre 1933 et 1937, alors que Franklin D. Roosevelt était président, le PIB des États-Unis avait cru année après année. Certain que la reprise était forte, bien installée, le locataire de la Maison-Blanche injecta en 1936 une dose d'austérité en sabrant le budget de l'État et en haussant des taxes. Résultat net des courses? En 1938, l'économie dégringola à nouveau alors que le PIB se contractait de 3,4 %. On insiste: 3,4 % en un an. Bonjour les dégâts!

En 2008-2009, les autorités américaines et européennes ont fait le contraire de ce qu'avait fait Herbert Hoover, le prédécesseur de Roosevelt, en multipliant les secours aux banques, en ouvrant le robinet du crédit pour doper l'activité économique. Ils ont agi ainsi parce qu'ils avaient retenu les enseignements de la crise de 1929. Hélas! Il semblerait qu'ils aient retenu le premier chapitre, et non le second.

Le pire, dans ce feuilleton macro-économique, c'est qu'on sait désormais que la Chine sur laquelle on comptait tant pour requinquer la machine n'est plus en mesure, du moins à court terme, de camper le rôle de moteur de l'économie. La raison est fort simple: les coûts fixes augmentent, la bulle immobilière commence à se dégonfler. Peut-être ne nous reste-t-il qu'à méditer cette vérité signée Arthur Schopenhauer: «L'Histoire se répète, mais autrement.»

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEE BOILEAU

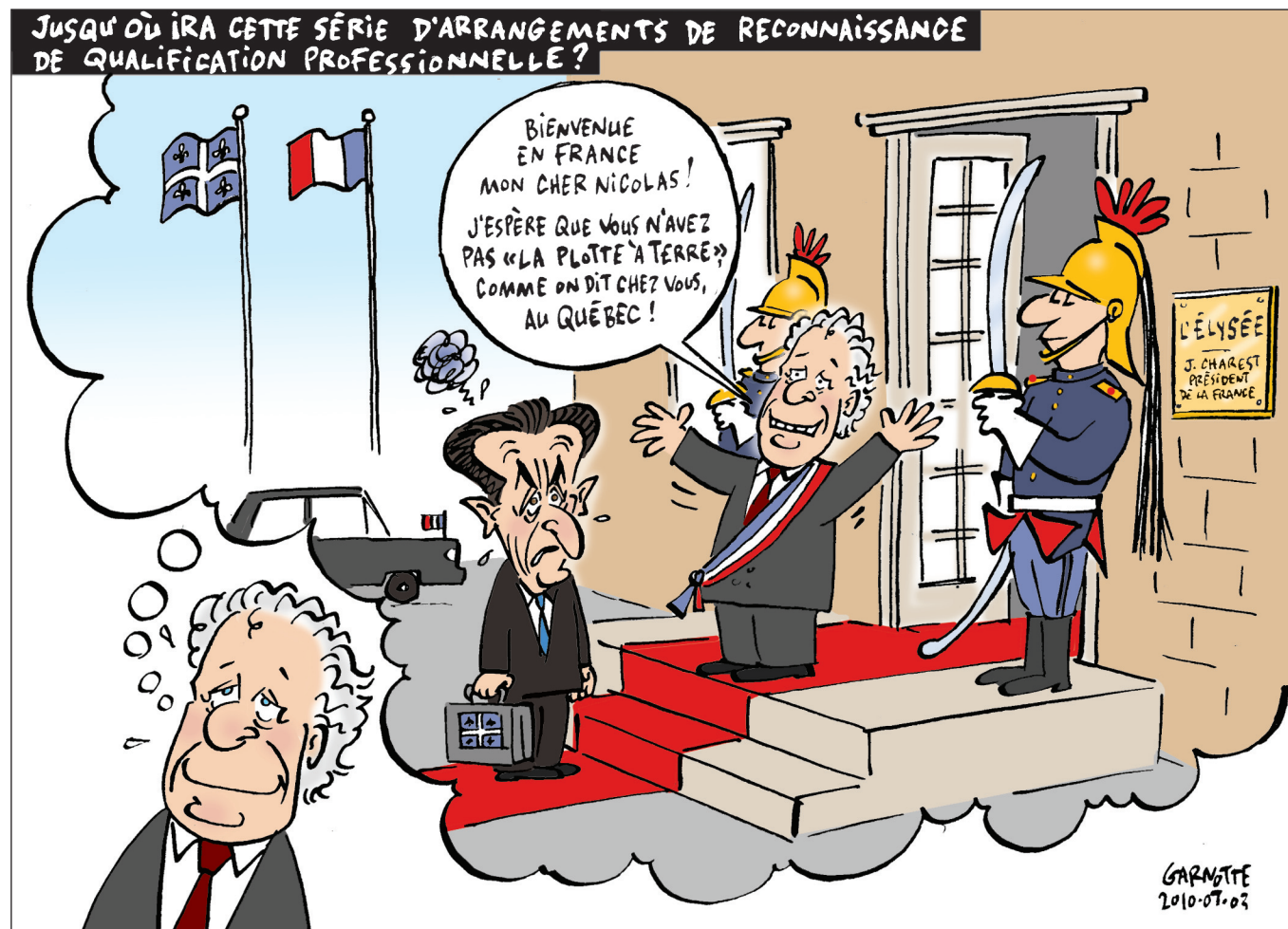
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



SERGE TRUFFAUT

ou premiers ministres ont justifié leurs gestes en arguant que la combinaison «coupures dans les dépenses» et «hausse de taxes diverses» accoucherait de la confiance qui, à son tour, favoriserait la reprise économique.

À suivre la réaction des marchés, il est évident que cette assertion a été perçue différemment. S'il ne fait aucun doute que certains investisseurs ont placé leurs billes en auscultant le profil financier des États, des nations, beaucoup d'autres ont placé les leurs parce que conscients que ces plans d'austérité allaient réduire le frêle regain économique à une peau de chagrin. Mettons que les mesures décrétées par Angela Merkel ne vont pas encourager le citoyen allemand à passer ses vacances en Grèce ou en Espagne, deux pays où l'industrie touristique occupe une place prépondérante. Passons à l'Histoire, la grande.

Il y a peu, deux économistes américains, Barry Eichen- green et Kevin O'Rourke, ont publié une étude en rien théorique. Autrement dit, pour faire court, une étude menée à l'aune du constat et non de l'opinion. Leur analyse a porté sur les causes de la crise 2008-2009, qu'ils ont après coup comparées avec celles de 1929-1930. Et alors? Le commerce mondial, la production industrielle mondiale, les actions du «monde mondial» ont baissé de façon plus marquée qu'en 1929-1930. Ce n'est pas tout.

Entre 1933 et 1937, alors que Franklin D. Roosevelt était président, le PIB des États-Unis avait cru année après année. Certain que la reprise était forte, bien installée, le locataire de la Maison-Blanche injecta en 1936 une dose d'austérité en sabrant le budget de l'État et en haussant des taxes. Résultat net des courses? En 1938, l'économie dégringola à nouveau alors que le PIB se contractait de 3,4 %. On insiste: 3,4 % en un an. Bonjour les dégâts!

En 2008-2009, les autorités américaines et européennes ont fait le contraire de ce qu'avait fait Herbert Hoover, le prédécesseur de Roosevelt, en multipliant les secours aux banques, en ouvrant le robinet du crédit pour doper l'activité économique. Ils ont agi ainsi parce qu'ils avaient retenu les enseignements de la crise de 1929. Hélas! Il semblerait qu'ils aient retenu le premier chapitre, et non le second.

Le pire, dans ce feuilleton macro-économique, c'est qu'on sait désormais que la Chine sur laquelle on comptait tant pour requinquer la machine n'est plus en mesure, du moins à court terme, de camper le rôle de moteur de l'économie. La raison est fort simple: les coûts fixes augmentent, la bulle immobilière commence à se dégonfler. Peut-être ne nous reste-t-il qu'à méditer cette vérité signée Arthur Schopenhauer: «L'Histoire se répète, mais autrement.»

## Les sommets

Manon Cornéliier

Il n'a pas fallu 24 heures pour que le bruit des vitrines fracassées enterre le message des manifestants venus dénoncer pacifiquement les travers du G8 et du G20. Moins de 48 heures plus tard, c'était au tour des décisions de ces deux sommets de se perdre dans l'écho de la controverse entourant l'intervention policière à Toronto, la fin de semaine dernière. Un commentaire n'attendait pas l'autre.

Il y a ceux qui ont pris le parti de la police, comme l'*Ottawa Citizen*, le *National Post* et le *Calgary Herald*. Selon ce dernier, la police a fait preuve de retenue et ceux qui évoquent un État policier «font seulement preuve d'une incroyable ignorance». Le *Herald* leur conseille un détour par la Chine et quelques autres États. L'*Ottawa Citizen* affirme que les manifestants n'ont pas su énoncer une critique utile. Étaient-ils dépourvus d'un message cohérent ou simplement incapables de l'exprimer? demande le quotidien. Selon lui, «les plaintes de brutalité policière et de répression étatique sont manipulatoires et malhonnêtes», une manifestation de «narcissisme» puisque plusieurs cherchaient à se faire arrêter pour confirmer leur conviction de vivre dans un État policier. Malheureusement, dit le *Citizen*, ceux qui disent être des manifestants

légitimes «adoptent une position d'aveuglement volontaire ou, du moins, de neutralité» devant les gestes de violence, alors qu'ils devraient eux aussi s'en inquiéter.

Le *Toronto Sun* ne voit pas l'utilité d'une coûteuse enquête publique quand il y a pour moins d'un million de dollars de dommages, aucun mort, aucun blessé sérieux et que la plupart des personnes arrêtées ont été rapidement relâchées. Les allégations de réaction policière excessive peuvent être examinées par les commissions de surveillance policière, croit le *Sun*. Il pense, par contre, que les gouvernements fédéral et provincial doivent rendre des comptes, le premier pour le choix du centre-ville de Toronto pour la tenue du sommet et le second pour avoir donné en catimini des pouvoirs supplémentaires à la police.

Le *Toronto Star* est le journal qui tient le plus à une enquête indépendante sur les événements du week-end dernier. «Les lois canadiennes ne permettent pas à la police d'enfreindre les droits des citoyens honnêtes pour réussir à appréhender les délinquants. Traiter tous les manifestants et de simples passants en criminels potentiels, comme l'a fait la police à plusieurs occasions durant la fin de semaine, est une tactique policière inacceptable», tranche le quotidien. Même bien intentionnée, l'enquête interne promise par le chef de police de

Toronto, Bill Blair, ne peut avoir ni la portée ni l'indépendance requises, écrit le *Star*.

### Ô Canada

La Fête du Canada est généralement l'occasion d'élan patriotiques dans la presse canadienne-anglaise. Cette année ne fait pas exception, surtout qu'on vibre encore à l'aune du succès olympique, qu'on se réjouit de la bonne performance économique du pays et que la reine est de passage pour nous encenser. Pour le *Globe and Mail*, 2010 est même une année mémorable, «une année durant laquelle l'élan vers l'accomplissement de la destinée nationale était visible de tous». Le portrait dressé fait rarement dans la nuance. Les Canadiens sont bons, gentils, tolérants, font l'envie du monde et lalalère.

James Travers, du *Toronto Star*, est un des rares qui n'ont pas peur d'exprimer quelques réserves. Bien sûr, il convient que les Canadiens ont raison de célébrer un pays qui est «à la fois une expérience et une nation», «un aimant et un modèle», «un des meilleurs endroits pour vivre, mais aussi un test pour la détermination et la tolérance». Travers n'échappe pas à la mythologie et l'emphase habituelles. Il parle d'un Canada qui s'est découvert dans les tranchées de la Première Guerre mondiale pour ensuite affirmer sa conscience sociale avec la création de l'assurance

maladie. Il évoque un succès vanté à l'étranger, de grandes réalisations nées d'attentes modestes, des risques pris et des sacrifices surmontés.

Une fois l'éloge terminé cependant, il prévient d'un danger très réel à l'horizon. «Nous risquons de nous empaler sur notre propre indifférence. Les choses ont été si faciles depuis quelques décennies que les Canadiens sont en train d'oublier que la citoyenneté est un sport participatif. Ensemble, nous ignorons le fait que les nations bâties une brique à la fois tombent pièce par pièce.» Il est difficile de réaliser, au milieu de centaines de milliers de personnes fêtant sur le parvis du parlement, sous les symboles de notre démocratie, que «nos libertés politiques s'effritent». La reddition de comptes est actuellement réduite en poussière. «Autocratie est le mot décrivant le mieux ce qu'est, entre les élections, la réalité d'un premier ministre entouré de conseillers mielleux et qui dirige derrière des portes closes.» Travers rappelle que cette érosion a commencé sous Pierre Elliott Trudeau et n'a fait qu'empirer, mais il déplore que des générations qui ont tant eu laissés à celles qui suivent un «héritage mielleux». «Pour notre propre confort et commodité, nous repoussons vers l'avant des déficits fiscal, social et environnemental. Nos parents ont fait mieux. Nous pouvons sûrement faire mieux aussi.»

### On s'applaudit!

Réjouissons-nous! Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) a publié cette semaine les résultats provinciaux des examens de juin 2009. Il paraîtrait que les élèves du Québec réussissent de mieux en mieux. Ainsi, depuis 2005, les taux de réussite sont passés de 83,3 % à 87,4 %. Spécifions que le terme «taux de réussite» signifie le pourcentage des élèves qui ont obtenu minimalement la note de passage de 60 %.

Avec toutes les critiques que l'on entend sur le système d'éducation, cette nouvelle est un peu surprenante. Comment expliquer cette nette amélioration du taux de réussite? La réponse m'a été donnée par un enseignant qui a été superviseur de la correction de l'épreuve unique de français de 5<sup>e</sup> secondaire pendant quelques années. Il appréciait son travail, mais il s'est vu dans l'obligation morale de démissionner: il n'en pouvait plus de voir que les règles de correction «s'assouplissaient» d'année en année afin de répondre à une commande d'ordre politique. L'injonction vient d'en haut: ordre de moins pénaliser, les élèves doivent réussir à tout prix. Une petite manipulation par-ci, une autre par-là. On «normalise» les notes des enseignants et hop! C'est réglé! La fin justifie les moyens!

Au fait, comment expliquer que les élèves passent haut la main les épreuves de français du Ministère alors que les enseignants du collégial et de l'université constatent que bien peu maîtrisent les règles élémentaires de la langue? Mystère! Peu importe, accueillons les résultats du MELS et réjouissons-nous!

Gaëlle Gallant  
Québec, le 1<sup>er</sup> juillet 2010

## LETTRES

### Diseases Inc.

Je lisais avec stupeur ce matin que le gouvernement américain se verrait très bientôt dans l'obligation de jeter à l'incinérateur 40 millions de doses de vaccins contre la grippe H1N1. Le tout représentera 260 millions de dollars flambés, réduits en cendre. Qui récolte la manne dans l'histoire? Les grandes pharmaceutiques. Voyant venir le spectre de la pandémie, tout le monde s'est bien rendu compte de l'argent qu'il y avait à faire avec un remède. Et, assez étonnamment, il est arrivé rapidement, ce remède. Tellement rapidement que la majorité des doses commandées l'hiver dernier arrivent maintenant à expiration dans plusieurs pays du monde.

Mais au-delà de la pandémie H1N1, qu'en est-il de ces autres maladies, contre lesquelles nous luttons depuis des décennies? Le sida, le cancer, sous toutes ses formes? Alors qu'il y a moins d'un mois, un généticien du nom de Craig Venter a réussi à créer la première cellule vivante à l'ADN synthétique, capable de se reproduire normalement, vous voudriez me faire croire que des remèdes efficaces, capables d'enrayer des maladies comme le sida, n'ont pas encore été découverts? Foutaises, que je dis.

Loin de moi l'idée de vouloir passer pour un adepte de la théorie du complot, mais je pense qu'il y a trop d'argent à faire avec les médicaments pour qu'on voie de sitôt, chez nos médecins, des traitements qui élimineraient pour de bon de graves maux. Un peu comme les grandes pétrolières qui rachètent les brevets de véhicules à énergie verte pour ne pas perdre le monopole. Après tout, faites le compte, une thérapie coûtait à un sidéen environ 350 \$ par année en 2002. Transposez maintenant ce chiffre à 60 % de la population africaine, sans compter le nombre de séropositifs ailleurs dans le monde, et vous obtiendrez une somme qui vous dissuaderait amplement d'éradiquer le sida, une bonne fois pour toutes.

Ajoutez à ceci toutes les autres maladies comme le cancer, la fibrose kystique, etc., et vous constaterez les sommes en jeu.

Notre santé a maintenant un prix, et pour survivre, dans le futur, nous devons le payer. Le règne des grandes pharmaceutiques ne fait que commencer. Le démon du capitalisme à outrance s'est emparé de gens qui, à la base, avaient de bonnes intentions.

Maxime Plamondon  
Le 1<sup>er</sup> juillet 2010

### Prêche écologique

J'ai beaucoup de respect pour le travail de Yann Arthus-Bertrand, je possède même son livre, *La Terre vue du ciel*, un vrai régal pour les yeux. Toutefois, en lisant l'article du 30 juin 2010, rédigé par Louis-Gilles Francœur au sujet de son projet «québécois», j'ai senti la moutarde me monter au nez.

J'avoue que je commence à en avoir ras le bol du prêche écologique, quand le prêcheur en question se promène allègrement de par le monde... en avion. Ce cher Yann, a-t-il déjà calculé son empreinte écologique? Tous ces braves écologistes qui parcourent le monde en Boeing, ils sont bien sympathiques, mais ils nous tapent aussi. Ça prend beaucoup de gens qui, comme nous, restent tranquilles à la maison à cultiver leur jardin, comme nous le recommandons si pertinemment ce vieux Voltaire, pour compenser leurs promenades missionnaires.

Alors quand il s'émeut du sort des bélugas et de la difficulté d'amener les gens à changer de comportement, eh bien, je l'inviterais à regarder dans sa cour. En outre, grand connaisseur qu'il est, il devrait savoir que les humains ont toujours modifié leurs comportements grâce à une évolution du climat. Que celle-ci soit naturelle ou anthropique, c'est elle encore, vers le chaud ou vers le froid selon les ères, qui sera le moteur de notre propre évolution. Il y a dans tous ces beaux discours édifiants une nos-

## REVUE DE PRESSE

## IDÉES



REUTERS

Toronto a été le lieu de mise en scène d'une violence essentiellement symbolique.

## Manifestations du G20

## Du désarroi idéologique de notre temps

JEAN FRANÇOIS BISSONNETTE

Ottawa

C'était une curieuse courtpointe que la manifestation qui partit de Queen's Park, samedi après-midi dernier. Rassemblée sous la pluie dans une commune opposition au sommet du G20, elle brillait néanmoins de mille couleurs. Les revendications exprimées par les marcheurs se déclinaient sous une foule de variantes, à tel point que les manifestants sans allégeance apparente se faisaient demander par d'autres à quelle cause ils s'identifiaient.

Des différents syndicats aux groupes antiracistes, des défenseurs de «l'île de la Tortue» à ceux proclamant que «les vrais hommes sont féministes», des «grands-mères en colère» aux libérateurs des animaux, des militants pour un Tibet libre aux partisans de la légalisation des drogues, leurs protestations fusaient sur tous les tons et dans toutes les langues. La clameur populaire s'accordait dans une harmonie qui taisait mal une relative confusion des genres. Aussi pouvait-on voir, à quelques enjambées de bannières arborant le portrait de Karl Marx, des «vétérans albertains de la guerre du Vietnam» maussinant le régime communiste du même pays.

## Foule bigarrée

Malgré le sentiment d'une solidarité générale, on pouvait difficilement échapper à une impression d'incohérence. Car si les «leaders» de notre monde retranchés dans un centre-ville exproprié appelaient sur eux le flot de toutes les critiques, la tenue d'un sommet international ne formait en somme qu'un prétexte à la présentation des doléances les plus diverses. Nul mot d'ordre en partage parmi les milliers de protestataires, nulle visée commune: c'était une foule bigarrée laissant entendre un mécontentement diffus.

Dans un mélange de bonne humeur aux accents de carnaval et d'exaspération devant la présence massive des forces policières, le cortège s'ébranlait dans une direction aussi incertaine que l'était le sens du message exprimé. Ceux qui marchaient ce jour-là étaient mus par un même appel à la «justice», mais la multiplicité de ses objets dessinait un fractal aussi complexe que «l'ordre mondial» tant décrit par eux. Les chants et les slogans portaient haut et fort la parole d'un peuple emporté dans la frénésie d'être libre, mais ils traduisaient aussi en contrepoint le désarroi idéologique d'une époque.

La rue criait un malaise qu'aucune rationalisation savante ne saurait résumer, un trouble aussi profond que notre incapacité à comprendre la nature du mal qui dévore ce monde. Quant à ceux dont les lectures fiévreuses et les débats passionnés ont pu affiner la rigueur théorique, ils nomment «capitalisme», «patriarcat» ou encore «État policier» l'hydre aux innombrables têtes qui se dresse devant eux comme ennemi, rendu responsable de tous les maux.

## Destin du monde

Et c'est bien ce qu'incarment, sous leurs oripeaux de chefs des nations, les petits et grands potentats réunis dans l'autisme barricadé où ils se félicitent en chœur, avec cette morale fatuité qui leur sert de jugement. Ils dictent les règles d'un jeu mondial dont ils n'ont guère, eux non plus, qu'une vague idée. Leur sens de ce que les anglophones appellent «entitlement», qui les retient de sourcilier devant le spectacle absurde de leurs propres sauteries annuelles, n'a d'égal que leur incurie devant l'histoire, sinon quant à la manière dont elle les honorera. Et c'est drapés dans une autorité souvent douteuse, justifiés par une légitimité discutée, qu'ils jouent avec le destin du monde, sans daigner écouter ce

qu'il a à leur dire même confusément.

Qu'attend-on de ces gens, de toute façon? À quoi bon leur exprimer nos griefs? Qui sont-ils sinon les bouffons qui tiennent le haut de l'affiche dans la comédie humaine? Ils n'en sont pas moins mystifiés par les fables qui nous tiennent lieu de réalité. Et si tant est que les manifestants aient réussi à atteindre la clôture protégeant les «puissants», si tous avaient pu se trouver enfin face à face, militants et délégués, qu'auraient-ils bien pu se dire?

## Absence de langage commun

Le désarroi idéologique de notre temps, c'est aussi cela: cette fracture qui rend incommensurables les préoccupations des uns et des autres. Cette absence d'un langage commun, capable de signifier autrement que par intervalles, lorsque les gouvernants s'en retournent vers la populace en croyant ressourcer par un faux-semblant de dialogue ce qu'ils estiment être leur vocation à commander. Ils n'ont pas de mal à trouver dans l'apathie électorale des modernes la preuve qu'ils gouvernent le meilleur monde possible, eux que l'indifférence place à la tête de nos «républiques de satisfaits».

En vertu de quoi ces vaniteux se rendraient-ils à notre exigence de justice? Comment pourraient-ils mieux comprendre ce que nous ne parvenons même pas à formuler, eux qu'une vie de privilèges a rendus insensibles à la tragédie ambiante? Des communiqués léniants dont on a négocié chaque virgule à la cacophonie des slogans et des causes, de part et d'autre, la même incommunicabilité, le même bruit, et un profond sentiment d'insignifiance.

## Un autre monde

Pourtant, nombreux étaient les manifestants ayant encore suffisamment de foi dans le pouvoir de ces chefs indignes pour poursuivre dans le souhait de les voir réformer notre système politique et économique. Il y en a toujours pour croire ces dirigeants qui proclamaient, comme Nicolas Sarkozy il y a peu encore, que devant la débâcle financière engendrée par une cupidité à grande échelle, il fallait «refonder le capitalisme».

«Un autre monde est possible», répète-t-on, comme si le fait de le répéter devait le faire advenir. Il est vrai qu'au jour le jour, de très nombreux activistes s'emploient admirablement à le réaliser, à coups d'initiatives locales, ingénieuses et pleines d'abnégation. Et ceux-ci ont raison de s'occuper d'abord de leur propre jardin, qu'ils veulent communautaire, plutôt que de stagner dans l'attente d'un grand soir improbable, à imaginer vainement une utopie de rechange. Ils font bien de ne pas attendre non plus des gouvernements qu'ils soignent le monde, alors que les chefs d'État n'arrivent même pas à voir l'intérêt d'une taxe de 0,05 % sur les transactions financières afin de freiner la déprédation de tout ce qui nous est encore commun par les classes sociales qui leur ressemblent.

## Desir de révolution

Il n'en demeure pas moins qu'une part de l'imaginaire politique qui inspire ce genre de manifestations est teinté par un désir aussi impossible que minoritaire: celui de voir l'ordre renversé. Ce désir hanté par les fantômes de 1789, de 1848, de 1917, c'est celui de voir l'humanité enfin réconciliée avec elle-même, assumant librement son destin dans la clairvoyance, l'égalité et la justice. Utopique? Sans doute, mais exiger l'impossible, comme le disait un légendaire guérillero, c'est encore faire preuve de réalisme.

Il existe toujours, même après la «fin de l'histoire», un profond désir de révolution qui jamais ne trouvera à s'accomplir. Car on aurait eu beau capturer les vingt chefs d'État et les passer tous à la guillotine, la catharsis se serait rapidement étiolée: ils ne contrôlent rien ou si peu d'un monde en pilo-

tage automatique, et nulle société nouvelle ne se profile à l'horizon dont on pourrait décréter l'avènement. De nos jours, décapiter le citoyen Capet ne serait rien de plus qu'une pitié. Les plus radicaux des manifestants s'en rendent bien compte, et ce constat, plus que la répression policière, plus que la jouissance qu'ils peuvent bien tirer malgré tout du monde tel qu'il est, c'est peut-être cela qui les retient de sombrer dans une violence aveugle.

Pourtant, quelle autre avenue que la violence s'ouvre devant ceux que titille encore ce vieux rêve de changement radical? Tandis que nos dirigeants ne répondent que par les cris à peine articulés de leurs gorilles promus «gardiens de la paix», le désir de voir naître un monde meilleur se bute à un mur, le seul écho qu'on lui renvoie n'étant qu'un assourdissant silence.

Et c'est le même silence qui détone dans le bruit des vitrines fracassées, des voitures incendiées. C'est le même désarroi, la même impasse à rendre un sens au monde qui jette dans une fureur destructrice des gens que l'on aurait tort de croire insensés et vicieux. Qui pourrait dire de cette jeune femme qui a su démolir à elle seule la façade de l'exotique Club Zanzibar qu'elle agissait de manière impulsive et violente? Quelle dose de mauvaise foi faut-il s'injecter pour ne pas reconnaître, dans ce fracas sans conséquence, la critique rigoureuse et légitime d'une des plus abjectes formes d'asservissement?

## Le vernis craque

Stephen Harper peut bien dire que ces «voyous» ne représentent en rien «the Canadian way of life», qu'ont de plus canadien le déploiement de 20 000 policiers, les mesures d'exception, les arrestations massives, les enlèvements en pleine rue, l'emprisonnement dans des conditions ignobles, le harcèlement et l'intimidation de milliers de manifestants pacifiques, en représailles à un épisode de vandalisme qu'on a délibérément laissé se produire? S'il y a eu violence en fin de semaine dernière à Toronto, elle fut à la fois gratuite et mesurée, et cela des deux côtés. [...]

On comprend que les Torontois puissent avoir du mal à avaler la pilule de ce sommet prescrit par le bureau du premier ministre. C'est que le vernis craque sur l'image que l'on a aussi voulu projeter à travers lui, celle des évidences, de la «simple reality», dixit Harper, d'un ordre politique et économique définitif, dont la contestation ne doit se faire qu'à la manière voulue par les dominants. Toronto devait représenter ce rêve démentiel d'un futur de mégalopoles et de places financières, unanimes dans leur adhésion au néolibéralisme. Ce capitalisme global dont on devait graisser les rouages en fin de semaine dernière, en rappelant que les marchés financiers mondiaux doivent avoir le dernier mot sur la politique budgétaire des États, il régit en fait par défaut, dans l'indifférence quasi générale, celle dont témoignaient ces gens mi-amusés, mi-craintifs qui nous regardaient défilier en interrompant leur repas, un sushi au bout des baguettes.

Il en va d'une défaite de la pensée. Aussi ne faut-il pas se surprendre que la violence ait pris le dessus sur la comédie qui s'est jouée dans le «périmètre de sécurité», et non pas seulement parce que cette irruption du tragique était garantie par l'expérience antérieure. C'est qu'un tel affrontement rend manifeste, dans sa théâtralité et donc dans sa limite infranchissable, par une sorte de gravité burlesque, le désarroi idéologique de notre temps. Toronto a été le lieu de mise en scène d'une violence essentiellement symbolique, mais sans langage, où le «pétage» de vitrines et les coups de matraque sont venus rappeler rituellement qu'il existe dans cette société des conflits insolubles et explosifs, beaucoup plus profonds que ne le laisse croire le petit nombre des casseurs, des conflits inconscients que n'effacent pas l'autocongratulation des élites, leurs beaux discours et leurs lacs artificiels.

## Vancouver versus Toronto



NORMAN SPECTOR

En observant les événements de samedi dernier à Toronto, à l'occasion du sommet du G20, je me suis souvenu de scènes similaires survenues à Vancouver pendant les derniers Jeux olympiques.

Le jour de la cérémonie d'ouverture, par exemple, des milliers de personnes ont marché sous une bannière qui disait «Reprenons nos rues!». La manifestation était organisée par le réseau de résistance olympique, dont l'objectif était de perturber les «affaires courantes» à Vancouver. Parmi les manifestants se trouvaient des autochtones réclamant les terres sur lesquelles les Jeux se déroulaient et les groupes sociaux qui estimaient que les sommes dépensées pour la tenue des Jeux auraient dû être consacrées au logement public.

Un affrontement avec la police a duré environ deux heures, mais la manifestation était somme toute pacifique. Selon la version des manifestants, trois personnes ont été arrêtées. Pour sa part, la police n'a signalé qu'une seule arrestation — le chef affirmant que ses troupes continueraient de surveiller la manifestation, sans toutefois brimer la liberté d'expression.

Le lendemain, toutefois, l'escouade antiémeute de la police s'est heurtée à plus de 200 manifestants masqués utilisant les tactiques des Black Blocs; un bon nombre était en provenance du Québec. Les manifestants ont lancé des distributeurs à journaux dans les vitrines du magasin La Baie, qui vendait des souvenirs olympiques. Sept personnes ont été arrêtées. Pourtant, les manifestations violentes ont pris fin ce jour-là, premier jour de compétition.

Plusieurs facteurs expliquent la différence entre l'attitude des policiers à Vancouver et celle à Toronto. Tout d'abord, étant établie sur la côte Ouest (aussi appelée «côte de gauche» — *Left Coast* — du Canada), la police de Vancouver a une grande expérience de ce type de situation. Dans le cadre de leur formation, les policiers ont étudié attentivement les émeutes survenues à Seattle en 1999. Leur chef, Jim Chu, est relativement jeune et il est très sensible à la diversité et aux valeurs de la ville.

Cela étant dit, la communauté locale a aussi joué un rôle-clé lors des manifestations. Les Vancouverois défendaient presque tous leurs Jeux olympiques, très conscients du fait qu'à travers cet événement, les yeux du monde seraient rivés sur leur magnifique ville pendant deux semaines.

Les Jeux eux-mêmes ne sont jamais devenus un enjeu partisan. Les néodémocrates ont toujours regretté leur erreur des années 80, lorsqu'ils s'étaient opposés à l'Exposition universelle de 1986 à Vancouver. Passé au pouvoir, c'est un gouvernement néodémocrate qui lança l'idée d'attirer les Jeux à Vancouver-Whistler. Une fois retourné sur les bancs de l'opposition en 2001, ce parti n'a plus formulé ce genre de critique.

Les premières manifestations violentes de Vancouver ont été rapidement condamnées par les élus néodémocrates de tous les niveaux, y compris par le maire de Vancouver (un ancien député provincial) et les membres du conseil municipal, également contrôlé par la gauche. À Ottawa, en revanche, les députés torontois du NPD ont choisi de faire de la petite politique avec le sommet du G20 — tout comme leurs homologues libéraux, et ce, malgré l'importance du sommet dans la conjoncture actuelle et le fait que le forum du G20 a été conçu par nul autre que le libéral Paul Martin.

À Vancouver, les manifestants violents ont été sévèrement et uniformément dénoncés par les médias locaux. Je n'ai aucun souvenir d'un journaliste ou commentateur qui aurait exprimé même un minimum de sympathie pour leur «cause» — ce qui n'est pas du tout l'impression que j'ai eue le week-end dernier à Toronto!

Ces manifestants ont même été condamnés par l'Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique, contrairement à l'Association des libertés civiles du Canada qui, samedi dernier, a plutôt dénoncé des «arrestations massives sans précédent».

Enfin, et c'est peut-être ce qu'il y a de plus important, les résidents de Vancouver eux-mêmes n'éprouvaient aucune sympathie pour les manifestants violents, refusant de les aider de quelque façon que ce soit. Au contraire, même, dans plusieurs cas les gens ordinaires ont aidé la police à déjouer les tactiques de type «Black Blocs».

En fin de compte, l'image de Vancouver en est ressortie grandie, car la ville a récolté une bonne publicité à l'échelle mondiale. Tandis que «Toronto the Good» est aujourd'hui perçue comme une ville désordonnée et divisée — et il y a fort à parier que les accusations d'un camp contre l'autre vont se poursuivre encore un bon moment.

*Norman Spector est chroniqueur politique au Globe and Mail. En raison du congé de la Fête du Canada de jeudi dernier, nous publions exceptionnellement sa chronique aujourd'hui. Elle fera ensuite relâche en juillet et août.*

# JEU DE MOTS

Chaque samedi pendant la saison estivale, pour une troisième année, les lecteurs peuvent mettre leurs connaissances, et surtout leur patience, à l'épreuve en complétant les jeux préparés par notre collaborateur Michel Roy, spécialiste de la langue et ancien professeur de français. En règle générale, les amateurs de mots croisés ou de sudoku retrouveront aussi leur passe-temps favori dans cette page.

## Anagrammes

Les anagrammes sont des mots qu'on obtient par la transposition des lettres d'un autre mot. Ainsi, CHIE N, NICHE et CHINE sont des anagrammes qui viennent des mêmes lettres (C E H I N), mais disposées autrement.

- (E, I, N, R, U) Les tests d'\_\_\_\_\_ ne sont pas là pour \_\_\_\_\_ à un athlète, mais pour éviter qu'il \_\_\_\_\_ sa carrière.
- (D, E, I, O, V) La piètre qualité de l'enregistrement sur \_\_\_\_\_ du film «Le crime d'\_\_\_\_\_ Plouffe» me fait douter qu'on \_\_\_\_\_ conserver ce document dans notre cinémathèque.
- (A, C, E, R, T) Nous avons perdu toute \_\_\_\_\_ du catamaran. Sans \_\_\_\_\_ marine, nous devons nous attendre à voir l'\_\_\_\_\_ s'agrandir entre cette embarcation et la nôtre.
- (E, I, R, S, V) Un soldat américain: «Je suis revenu au Vietnam, sur les \_\_\_\_\_ du Mékong, où je \_\_\_\_\_ les quatre années pendant lesquelles j'ai \_\_\_\_\_ dans l'Armée américaine.»

## Chasse aux cinq voyelles

Complétez les mots suivants en ajoutant à chacun les cinq voyelles (a, e, i, o, u). Notez que pour les numéros 7 et 8 on n'a pas indiqué où on doit intercaler les cinq voyelles. À vous de les placer correctement.

- 1) \_\_ S S \_\_ P L \_\_
- 2) S \_\_ R \_\_ N T \_\_
- 3) P \_\_ R S \_\_ S \_\_ N
- 4) \_\_ S \_\_ L \_\_ T \_\_ R
- 5) R \_\_ P \_\_ T \_\_ T \_\_ N
- 6) C \_\_ R \_\_ L L \_\_ R
- 7) M S Q
- 8) T N R

## Énigmes linguistiques

Le jeu consiste à trouver un mot à partir d'indices donnés.

### - I - Indices :

- Elle se divise en quartiers.
- Pressée quand il s'agit de boire.
- Nous réserve quelques pépins.
- Bien connue en Afrique du Sud, aux Pays-Bas et en Provence.

Réponse : \_\_\_\_\_

### - II - Indices :

- Mot de trois lettres.
- Sa mise est ruineuse.
- Lieu de flagrant délit.
- On fait cas de lui.

Réponse : \_\_\_\_\_

## Mots télescopiques

Le jeu consiste à allonger un mot à l'aide d'un deuxième mot qu'on place à l'intérieur du premier pour ainsi en obtenir un troisième. La liste des mots à ajouter est donnée, en désordre, dans la colonne de droite.

| Premier mot | + mot à ajouter à l'intérieur | = troisième mot             | Liste des mots à ajouter |
|-------------|-------------------------------|-----------------------------|--------------------------|
| préteur     | + -CEP-                       | = pré-CEP-teur (précepteur) | (en désordre)            |
| 1. lion     | +                             | =                           | -TU-                     |
| 2. âne      | +                             | =                           | -VIDE-                   |
| 3. pie      | +                             | =                           | -NI-                     |
| 4. raie     | +                             | =                           | -BEL-                    |
| 5. laie     | +                             | =                           | -VRAIS-                  |
| 6. dinde    | +                             | =                           | -BON-                    |
| 7. matou    | +                             | =                           | -LOT-                    |
| 8. poule    | +                             | =                           | -OSER-                   |

## Métam(o)rphoses

Il s'agit ici d'atteindre un mot d'arrivée à partir d'un mot initial, en un nombre minimum d'étapes. À chacune de ces étapes, on doit changer une lettre du mot déjà inscrit par une lettre qui sera placée au même rang dans le mot suivant, les autres lettres restant inchangées.

Exemple : On peut aller du SUD à l'EST de la façon suivante:  
 SUD  
 SUT (passé simple de savoir)  
 EUT (passé simple d'avoir)  
 EST

Dans ce cas-ci, la métamorphose s'est faite en trois étapes: SUD-SUT, SUT-EUT et EUT-EST. Comme mots intermédiaires, les noms propres ne sont pas acceptés. Par contre, on a droit au pluriel et aux verbes conjugués.

Pour chaque problème, on indique un nombre d'étapes, mais il est possible que votre chemin soit plus long. Cela n'a aucune importance; ce qui compte, c'est d'arriver au but.

- Une MULE, avide de courage, veut se changer en LOUP. Transformation possible en aussi peu que quatre étapes.
- Un VER en a marre de se faire bouffer par le coq. Il veut devenir COQ lui-même. Il y arrivera en cinq étapes.
- Un PORC qui aspire au statut de PAON, ça vous paraît compliqué? Et pourtant, cela est réalisable en cinq étapes.
- Une POULE qui devient BICHE, ça ne se voit pas tous les jours dans la vie courante, mais ça se voit dans les mots, et en sept étapes, pas plus.

## Citation

À qui doit-on cette citation?

«On ne comprend pas plus la vie à quarante ans qu'à vingt, mais on le sait, et on l'avoue. C'est ça la jeunesse.»

### SOLUTIONS

#### ANAGRAMMES

- urine, nuire, ruine
- vidéo, doive, divoie
- trace, carte, écart
- mies, reis, servi

#### CHASSE AUX CINQ VOYELLES

- Accueille
- Sourante
- Persusion
- Isolaieur
- Reputation
- Chapelle
- Musique
- Quatier

#### ÉNIGMES LINGUISTIQUES

- La réponse est CHANGE. Le mot est français.
- a, b, c: On trouve le mot change dans le dictionnaire de l'Académie française. On trouve le mot change dans le dictionnaire de l'Académie française. On trouve le mot change dans le dictionnaire de l'Académie française.
- La réponse est SAC. Le mot est français.
- a, b, c: On trouve le mot sac dans le dictionnaire de l'Académie française. On trouve le mot sac dans le dictionnaire de l'Académie française. On trouve le mot sac dans le dictionnaire de l'Académie française.

#### ME TAM(O)RPHOSES

- MULE -> môle -> moue -> loue -> LOUP
- VER -> fer -> feu -> fou -> cou -> COQ
- PORC -> porc -> port -> patt -> pain -> PAON
- POULE -> poule -> moule -> malle -> dalle -> dalle -> BICHE

#### MOTS TÉLESCOPIQUES

- IVRAISON
- ABONNÉ
- PLÔTE
- ESCHER
- ESCHER
- ESCHER
- ESCHER
- ESCHER

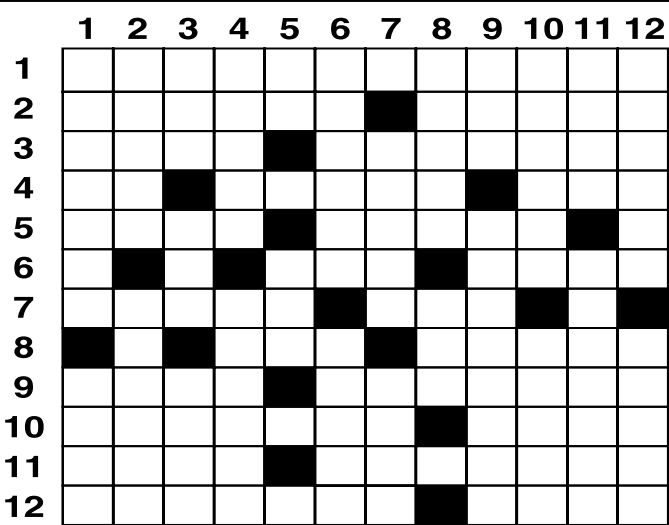
#### CITATION

Jules Renard

#### MUSÉE

À Gray, Boule (1946-1990), Hammond B-3, bois, métal, plastique vers 1960. États-Unis. Dron de Mme Françoise Falard-Boule. On peut le voir à l'exposition *Riff - Quand l'Afrique fait vibrer les Amériques*, présentée au Musée de la civilisation de Québec jusqu'au 19 mars 2011.

## MOTS CROISÉS



1385

### HORIZONTALEMENT

- Habités par des citoyens du monde entier.
- Édit du tsar - Aire sablée.
- Versant à l'ombre - Refuser à un examen.
- Pluriel - Résine psychotrope - Circulent à Bucarest.
- Bouffe - Impératrice byzantine.
- Bourrelet de la peau - Risquée.
- Porte des épines - Onomatopée.
- Le temps des amours - Déchet.
- Pour transporter de l'eau - Insensé.
- Pressante - Partie d'une journée.
- Indubitable - Tracasser.
- Peinture murale - Fromage suisse.

### VERTICALEMENT

- Épreuve - Sport aquatique.
- Trou de mémoire - Faire effet.

- Danse d'origine jamaïcaine - C'est hors de question - Plus jeune.
- Mastique - Sadiques.
- Fémur - Guère.
- Plante aromatique - Edenté couvert de plaques cornées.
- Griffonné - Aime les bouillies.
- Poltron - Point d'union équin.
- Armée républicaine irlandaise - Fêtardes.
- Pareilles - Raconte en rajoutant des détails inventés.
- Héros d'un poème de Virgile - Apprendre.
- Naive - Planète.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12  
 1 C O N S E I Q U E N C I E S  
 2 O P T I M U M S U A I R E  
 3 U E L E D E S I R I E S  
 4 P R O L I R E N A S I A  
 5 E P O L I R E L E R E M  
 6 E A I L L E R E R E  
 7 J A R I S L U T H A  
 8 A N T E E R A F L E  
 9 R I A N A S I L L E R  
 10 N E G O C I E B L E U S  
 11 A R E U A R E U U S E  
 12 C E R I S E E T R E S

1384 SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO



AMÉLIE BRETON PERSPECTIVE

À qui appartenait cet orgue Hammond B-3? À quelle exposition et dans quel musée du Québec peut-on le voir?

## Sudoku

par Fabien Savary

|   |   |   |   |   |  |   |   |   |  |   |
|---|---|---|---|---|--|---|---|---|--|---|
| 2 |   |   | 3 |   |  |   |   |   |  |   |
| 6 |   |   | 8 |   |  |   |   |   |  |   |
|   | 8 |   | 4 |   |  | 2 | 3 |   |  |   |
|   |   | 6 |   | 7 |  |   |   |   |  |   |
|   | 7 |   | 3 | 5 |  |   |   |   |  | 9 |
|   | 2 |   |   | 8 |  | 3 | 6 |   |  |   |
| 3 |   |   |   | 1 |  | 4 |   |   |  |   |
|   |   |   |   |   |  |   |   | 7 |  |   |
| 1 |   |   |   | 9 |  | 8 |   |   |  |   |

Niveau de difficulté : MOYEN

1507

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

### Solution du dernier numéro

|   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 | 1 | 3 | 5 | 4 | 7 | 2 | 9 | 6 |
| 7 | 2 | 9 | 1 | 3 | 6 | 5 | 8 | 4 |
| 6 | 5 | 4 | 9 | 2 | 8 | 3 | 7 | 1 |
| 1 | 7 | 6 | 8 | 9 | 5 | 4 | 2 | 3 |
| 5 | 3 | 2 | 7 | 6 | 4 | 9 | 1 | 8 |
| 9 | 4 | 8 | 2 | 1 | 3 | 7 | 6 | 5 |
| 2 | 6 | 1 | 3 | 5 | 9 | 8 | 4 | 7 |
| 4 | 8 | 5 | 6 | 7 | 2 | 1 | 3 | 9 |
| 3 | 9 | 7 | 4 | 8 | 1 | 6 | 5 | 2 |

1506

## SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary  
 En exclusivité sur le site des Mordus  
[www.les-mordus.com](http://www.les-mordus.com)